

Finances des institutions bruxelloises : Etats des lieux et perspectives à la veille d'une nouvelle réforme

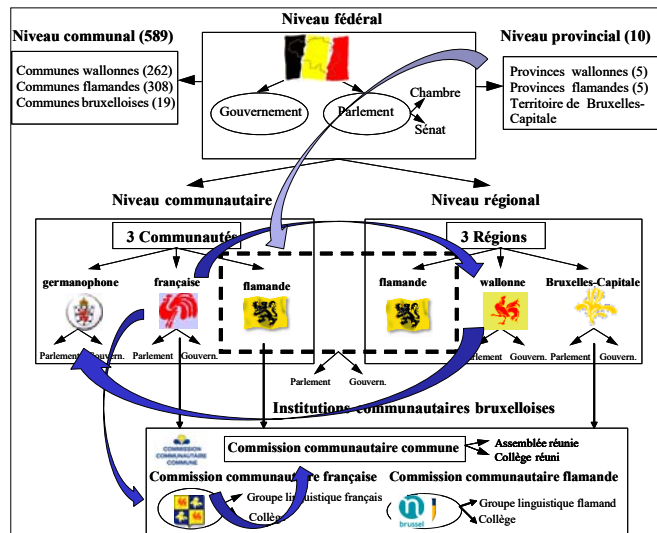
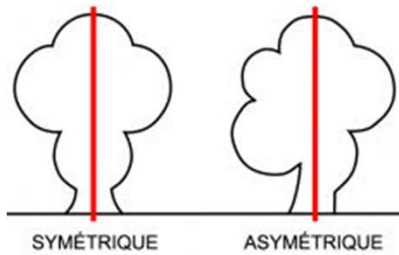
Benoit Bayenet, Marc Bourgeois et Maxime Fontaine

Parlement bruxellois
9 novembre 2023



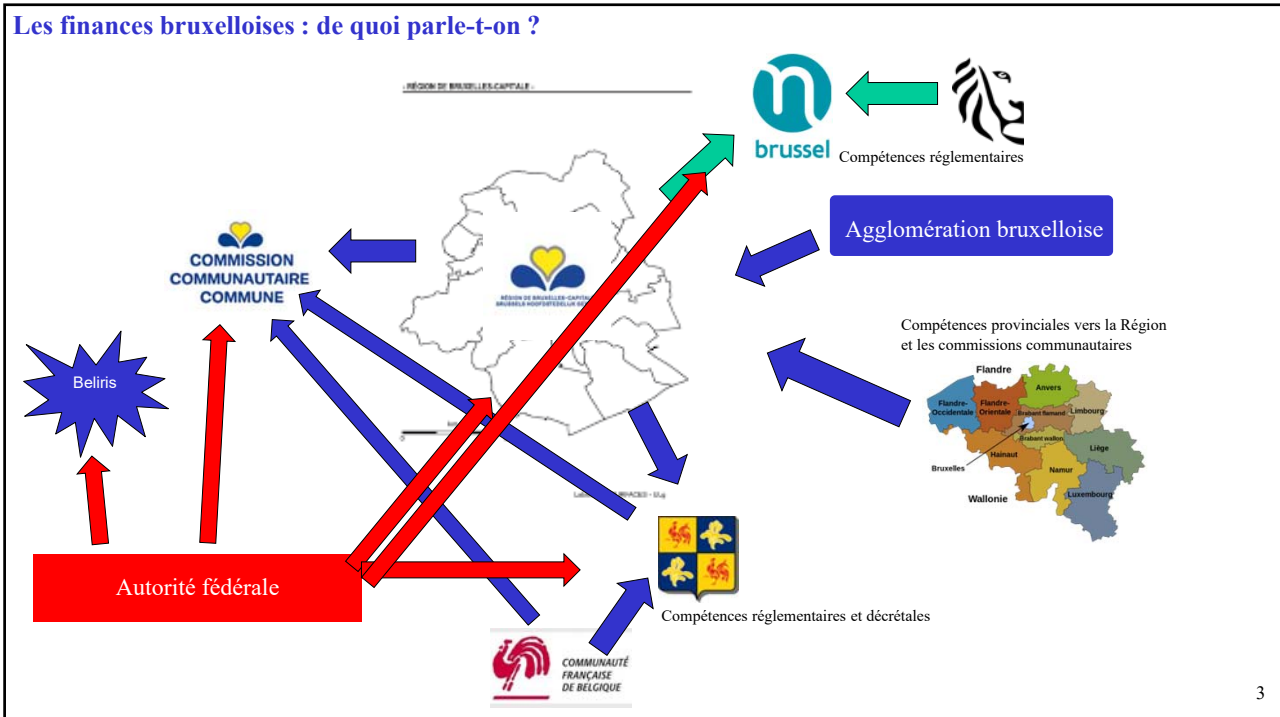
1

Bruxelles et le fédéralisme asymétrique belge : comparaison n'est pas raison en finances publiques



2

2



3

Quel est le budget (recettes) consolidé des institutions bruxelloises ?

Synthèse des recettes des institutions bruxelloises en 2023 en milliers € (hors transferts de la Région de Bruxelles-Capitale aux institutions communautaires)

Région de Bruxelles-Capitale	7 127 379
Région de Bruxelles-Capitale (hors recettes d'emprunt)	5 373 853
COCOM	1 561 021
COCOF	361 024
VGC	111 724
Total (hors emprunts)	7 407 622
Ville de Bruxelles	144 062
Fonds Beliris	130 851
Total y compris dotations spécifiques (hors emprunt)	7 682 535

Recettes de la Région de Bruxelles-Capitale (en milliers d'euros)	2023 (budget initial)	En pourcentage du total (hors dette)
Recettes fiscales		
Impôts régionaux	1 615 916	30,0%
Taxes régionales propres	114 752	2,1%
Anciennes taxes provinciales	6 831	0,1%
Additionnels IPP nets des dépenses fiscales	1 105 096	20,6%
Recettes non fiscales propres		
Amendes routières	26 261	0,5%
Recettes agglomération bruxelloise		
Total	279 523	5,2%
Recettes transférées		
Compétences transférées (parts attribuées des recettes d'IPP) de l'Autorité fédérale	603 323	11,30%
Mécanisme de solidarité	489 714	9,10%
Refinancement de Bruxelles		
Total	626 319	11,7%
Autres recettes		
Communes bruxelloises	52 729	1,0%
Autres recettes		
Autres recettes	453 389	8,4%
Recettes totales hors fonds pour la gestion de la dette et hors produits d'emprunts > 1 an	5 373 853	100%
Fonds pour la gestion de la dette	253 526	-
Produits d'emprunt > 1 an	1 500 000	-
Total	7 127 379	-

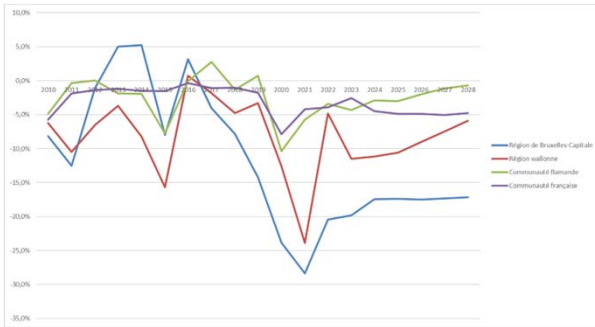
Source : Cour des comptes, 2022a, Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année 2023 A 632/1 2022-2023 et Projet de loi contenant le Budget de voies et moyens de l'Autorité fédérale pour l'année budgétaire 2023, Chambre des représentants, 10 novembre 2022, DOC 55 2931/001.

4

4

Quelle est la situation financière des institutions bruxelloises ?

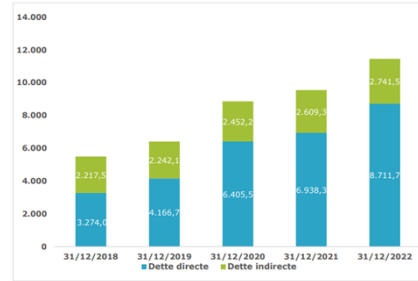
Soldes de financement des entités fédérées en pourcentage des recettes disponibles



Source : Bureau fédéral du Plan, juillet 2023.

Dettes de la Région de Bruxelles-Capitale

Graphique 2 –Évolution de la dette brute consolidée entre 2018 et 2022 – ICN (en millions d'euros)



Source : ICN, publication d'octobre 2023, via la BNB

Tableau 10 – Ratio dette consolidée (ICN) / recettes totales entre 2018 et 2022

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022	Variation en %
Dettes brutes consolidées ICN	5.491,5	6.408,8	8.857,7	9.547,6	11.453,2	1.905,6	20,0%
Recettes totales SEC	5.038,0	4.933,7	5.006,7	5.250,7	5.633,2	382,5	7,3%
Ratio dette brute consolidée ICN/recettes totales SEC	109,0%	129,9%	176,9%	181,8%	203,3%	21,5%	-

Source : Cour des comptes, sur la base de la publication ICN d'octobre 2023, via la BNB

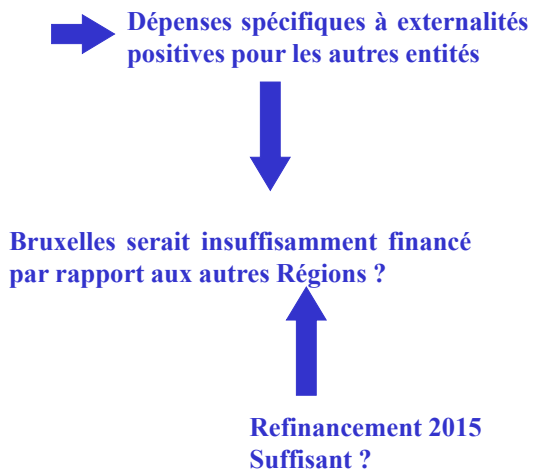
28^e Cahier adressé par la Cour des comptes au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune

Région de Bruxelles-Capitale - Cour des comptes - 2023

Bruxelles : la mal financée par rapport aux autres entités ???

Les dépenses spécifiques de Bruxelles

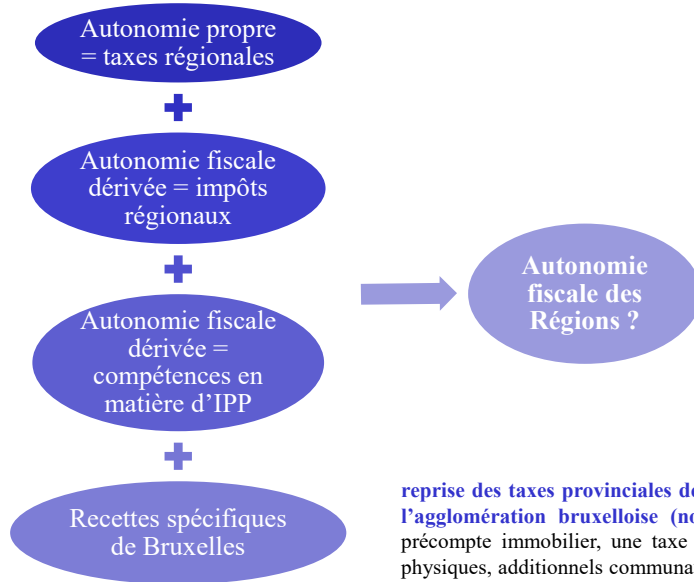
- Multi-capitale nationale
- Capitale européenne
- Capitale économique
- Siège d'institutions internationales
- Centre culturel national et des deux Communautés



Autonomie fiscale : mythe ou réalité ?

2 régimes distincts :

- ✓ articles 170 à 173 de la Constitution;
- ✓ articles 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11 de la LSF



reprise des taxes provinciales de l'ancienne province du Brabant et de l'agglomération bruxelloise (notamment centimes additionnels sur le précompte immobilier, une taxe additionnelle sur l'impôt des personnes physiques, additionnels communaux à la taxe de circulation et une taxe sur les taxis, etc.)

7

7

Particularités

- ✓ Effet stabilisateur de la LSF
- ✓ Mimétisme fiscal
- ✓ Sensibilité forte à la fiscalité immobilière
- ✓ Faible marge de manœuvre (4 points de % additionnel > 100 millions) ↔ réforme fiscale bruxelloise
- ✓ Externalités verticales (tax shift fédéral)
- ✓ Externalités horizontales (réforme fiscalité automobile)

Comment définir l'autonomie fiscale

Catégorie	Création d'un impôt	Modification du régime juridique	Interférence autre niveau de pouvoir	Administration	Bénéfice de la recette	Importance de la recette
Taxes régionales	X	X		X	X	faible
Impôts régionaux		X	X	X	X	grande
Additionnels à l'IPP		X	X		X	grande
Taxes Agglo	(X)	X	X	X	X	faible
Anciennes taxes provinciales	X	X		X	X	faible

8

8

Un nouveau refinancement ?

- Le refinancement complémentaire de Bruxelles de 459,7 millions d’euros prévus dans la LSF à partir de 2015
- Refinancement théoriquement limité à 0,1% du PIB => **2023 : 623,7 millions d’euros, soit 0,11% du PIB (0,11% également en 2015)**
- Autres dotations spécifiques

Prise en compte des spécificités de Bruxelles



Nouvelles demandes

Mais :

- **situation financière de l’Autorité fédérale et des autres entités**
- **problématique des grandes villes aussi dans les autres régions**
- **Autres Régions peuvent également revendiquer des situations spécifiques**

Refinancement	
Mainmorte (refinancement)	34 373
Dotation navetteurs	44 000
Dotation fonctionnaires internationaux	213 002
Primes linguistiques	34 168
<i>dont Région de Bruxelles-Capitale</i>	<i>3 221</i>
Dotation mobilité	188 336
Dotation sécurité	55 000
COCOF et VGC (refinancement)	54 860
Total refinancement	623 739
Dotations spécifiques	
Communes bruxelloises	52 729
Ville de Bruxelles	144 062
Fonds Beliris	130 851
Mainmorte (hors refinancement)	88 387
COCOF et VGC (hors refinancement)	50 831
Total dotations spécifiques	466 860
Total général	1 090 599

Source : Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2023, Chambre des représentants, 10 novembre 2022, DOC 55 2952/001, calculs propres.

Une réforme de la clé IPP : résidence ➡ production

➡ Gain potentiel en 2025 (étude ULB/UNamur/ULiège)

- gains de 357 millions € pour Bruxelles
- gain de 240 millions € pour la Wallonie
- perte de 600 millions € pour la Flandre

Conséquences :

- modification fondamentale des équilibres de la LSF
- impact sur le financement des Communautés au bénéfice de la Communauté française (+ 162 millions €)

Mais :

- question de la prise en compte du télétravail
- modification des paramètres du mécanisme de solidarité basé sur la différence entre la clé population et la clé fiscale
- clé IPP : mieux adaptée aux caractéristiques notamment géographiques de la Wallonie ?

Begrotings- jaar - Année budgétaire	Product PB getind in Brussels Gewest - Produit IPP perçu en Région bruxelloise		Product PB getind in Vlaams Gewest - Produit IPP perçu en Région flamande		Product PB getind in Waals Gewest - Produit IPP perçu en Région wallonne		Product PB in België - Produit IPP en Belgique	
	x 1 mia EUR	% van het total - % du total	x 1 mia EUR	% van het total - % du total	x 1 mia EUR	% van het total - % du total	x 1 mia EUR	% van het total - % du total
1994	1.936,7	10,05 %	11.771,0	61,07 %	5.565,6	28,88 %	19.273,3	
1995	2.046,7	9,83 %	12.748,6	61,23 %	6.026,4	28,94 %	20.821,7	
1996	2.013,8	9,47 %	13.107,3	61,83 %	6.147,2	28,90 %	21.268,3	
1997	2.111,0	9,33 %	13.945,8	61,62 %	6.576,6	29,06 %	22.633,4	
1998	2.147,3	9,16 %	14.513,8	61,95 %	6.750,1	28,89 %	23.412,2	
1999	2.221,2	9,05 %	15.221,2	62,04 %	7.091,1	28,90 %	24.533,5	
2000	2.330,4	9,04 %	16.030,2	62,21 %	7.406,8	28,74 %	25.767,4	
2001	2.439,6	9,03 %	16.809,5	62,43 %	7.712,0	28,54 %	27.021,2	
2002	2.590,6	9,04 %	17.985,2	62,70 %	8.098,5	28,26 %	28.654,3	
2003	2.697,8	8,88 %	19.161,1	63,06 %	8.525,7	28,06 %	30.384,6	
2004	2.704,5	8,79 %	19.435,2	63,15 %	8.634,2	28,06 %	30.773,9	
2005	2.640,0	8,65 %	19.209,3	63,18 %	8.608,0	28,21 %	30.517,3	
2006	2.522,0	8,74 %	18.301,8	63,00 %	7.985,2	27,66 %	28.809,0	
2007	2.616,0	8,44 %	19.627,0	63,31 %	8.758,7	28,25 %	31.001,7	
2008	2.710,0	8,41 %	20.400,8	63,28 %	9.128,3	28,31 %	32.239,1	
2009	2.871,9	8,38 %	21.726,1	63,45 %	9.653,7	28,18 %	34.251,7	
2010	3.027,9	8,49 %	22.519,6	63,15 %	10.110,4	28,35 %	35.657,9	
2011	3.004,1	8,45 %	22.420,4	63,03 %	10.144,2	28,52 %	35.568,8	
2012	3.029,4	8,39 %	22.779,7	63,11 %	10.289,0	28,50 %	36.098,1	
2013	3.164,5	8,45 %	23.622,2	63,05 %	10.675,7	28,50 %	37.462,4	
2014	3.164,5	8,45 %	23.622,2	63,05 %	10.675,7	28,50 %	37.462,4	

Budget 2014 de la Région de Bruxelles-Capitale

La clé 80/20 sur Bruxelles

- Impact sur la clé utilisée pour déterminer la part de la population de la Région bruxelloise qui incombe à la Communauté française et la part qui incombe à la Communauté flamande et sur le coefficient de natalité => impact sur la part attribuée des recettes de TVA
- Impact sur la clé pour répartir les recettes d'IPP entre les deux Communautés, financement des hôpitaux universitaires
- Impact sur le financement des Commissions communautaires

- Elections régionales de 2009 : 88,75/11,25
- Déclarations fiscales dans chacune des langues : 91/9

Mais :

- surinvestissement de la Flandre sur le territoire bruxellois (objectif de la Flandre = investir 5% de son budget communautaire = 30% population bruxelloise serait néerlandophone)
- surreprésentation des francophones dans l'enseignement néerlandophone

LES DÉCLARATIONS FISCALES INTRODUITES EN RÉGION BRUXELLOISE ET EN PÉRIPHÉRIE

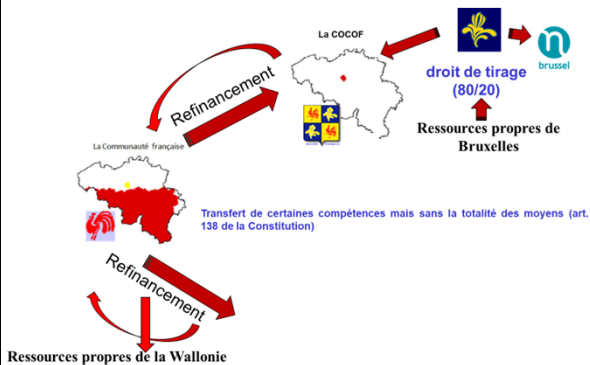
MUNICIPALITÉ	NOMBRE	%	FRANCOPHONES	NEÉRLANDOPHONES	NOMBRE	NOMBRE TOTAL
WATERMAAL-BOITSFORT	18 915	84,68%	5,34%	3 689	69 337	
FOREST	39 393	93,97%	6,07%	2 540	41 939	
AUDERGEST	24 644	93,85%	6,25%	1 672	26 316	
WOLuwe SAINT-LAMBERT	42 311	83,26%	6,74%	3 060	45 371	
SAINTE-GILLES	40 406	92,86%	7,14%	3 109	43 515	
WILLEM	78 063	92,71%	7,29%	6 142	84 205	
ETTERBEEK	38 810	92,41%	7,37%	3 099	41 909	
WOLuwe SAINT-PIERRE	30 920	92,33%	7,67%	2 567	33 487	
SAINTE-JOSÈVE	19 578	91,87%	8,38%	1 791	21 369	
SCHNËRBEËK	87 542	91,18%	8,82%	8 463	96 005	
ANDERLECHT	75 961	90,81%	9,19%	7 688	83 649	
WOLuwe SAINT-JEAN	37 990	90,41%	9,59%	6 140	44 130	
EVREUX	36 982	90,37%	9,95%	2 915	39 897	
NOUVEAU-MONDE	13 651	89,81%	10,19%	1 481	15 132	
JETTE	31 832	87,97%	12,07%	4 369	36 201	
SANGHEEN	19 073	87,29%	12,84%	2 332	21 405	
BRUXELLES	133 136	86,18%	13,82%	21 344	154 480	
BOUCHEM-SAINTE-AGATHË	14 525	86,06%	13,94%	2 352	16 877	
TOUTES LES COMMUNES	854 292	90,51%	9,49%	89 336	943 628	
LINDBEEK	2 459	73,79%	26,21%	675	3 334	
DROUWENOS	2 717	79,79%	20,21%	1 113	3 830	
WILMANS	6 294	90,57%	10,43%	2 960	9 254	
WETZEMBEËK-OPPEM	4 287	84,93%	15,07%	3 423	9 710	
BOUCHEM-SAINTE-GENÈVE	7 281	88,42%	11,58%	5 183	12 464	
WEMMEL	6 160	93,08%	6,92%	5 028	11 188	

Source: Ministère des Finances

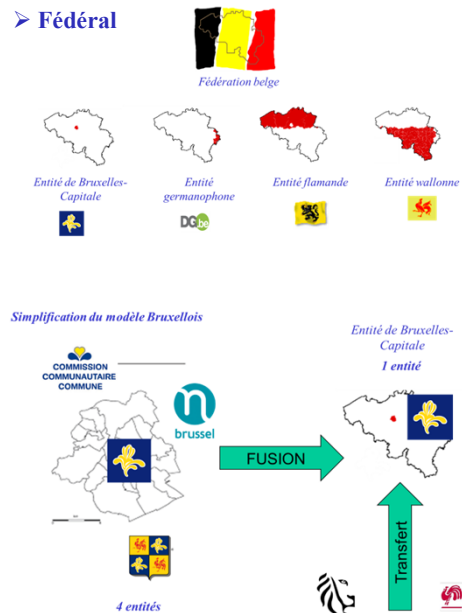
La Libre du 13/02/2019

Une simplification du paysage institutionnel ?

➤ **Intra francophone**



➤ **Fédéral**



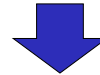
Conséquences**- Réforme intra francophone :**

- aucune simplification sur Bruxelles
- aucune solution au financement pour la COCOF
- situation financière de la Wallonie

- Réforme fédérale

Résultats étude ULB/UNamur/ULiège (à LSF inchangée)

- le modèle communautaire pur est déficitaire pour les deux Communautés → déficit est mécaniquement transféré
- surinvestissement de la Flandre sur Bruxelles par rapport aux recettes → déficit spécifique très important



La simplification du paysage institutionnel doit s'accompagner d'une réforme en profondeur des mécanismes de financement pour tenir compte de la nouvelle réalité

13